




« Si quelqu'un a soif, qu'il vienne à moi, et qu'il boive, celui qui croit en moi !


Comme dit l'Écriture : De son cœur couleront des fleuves d'eau vive. »  
(Jn 7, 37-39)

APPEL URGENT  
Mars 2021  
Intervenir avant le 3 avril

## BELARUS

Régime: Dictature  
Chef de l'État :  
A. Loukachenko

 207600km

 : 9,485 millions (18)

 Minsk

Peine de mort : OUI

Haute trahison, conspiration visant à s'emparer du pouvoir, terrorisme, sabotage, banditisme, trouble de l'ordre dans les prisons, homicide prémédité /circonstances aggravantes, viol...

Torture :OUI

Le Belarus a ratifié la Convention contre la torture de l'ONU et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP)

Nous vous invitons à adresser une copie du modèle de lettre ci-joint aux autorités dont l'adresse se trouve sur la lettre.  
Affranchir à 2,46€ pour l'international.

Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture  
Rue Brogniez 44  
, 1070 Bruxelles  
acatbelgique@gmail.com/  
[www.acat.be](http://www.acat.be)

### Appel urgent mars 2021 : Belarus - répression féroce contre les défenseurs des droits humains

Depuis le début de l'année, la répression étatique s'est aggravée au Belarus à l'encontre de la société civile. Sont particulièrement visés les défenseurs des droits humains et les journalistes à cause de leur engagement en faveur des droits humains, notamment pour leur soutien pacifique aux manifestations anti-gouvernementales ou pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression ou de réunion.

#### Escalade de la répression

Depuis le 16 février 2021, au moins 25 défenseurs des droits humains et journalistes de toute la Biélorussie ont vu leurs maisons et leurs bureaux perquisitionnés. Beaucoup d'entre eux ont été arrêtés. Le Centre des droits humains **Viasna** et l'Association biélorusse des journalistes (BAJ) figurent parmi les principales cibles.

#### **Viasna** dans le collimateur des autorités

Divers responsables -de plusieurs branches de cette ONG- ont été ciblés par la police, le «Comité d'État à la sécurité (KGB) ainsi que le «Département contre le crime organisé et la corruption». Parmi les personnes ciblées, se trouvent notamment le président et le vice-président de l'ONG, ainsi qu'**Andrei Poluda**, responsable de la campagne «Défenseurs des droits humains contre la peine de mort au Belarus ». Les perquisitions et les arrestations sont apparemment liées aux accusations d'avoir

«organisé et préparé des actions violant gravement l'ordre public et financé ce genre d'actions (art. 342 du code pénal du Belarus). Trois autres collaborateurs de **Viasna** (**Leanid Sudalenka**, **Tatsiana Lasitsa** et **Maria «Marfa» Rabkova**) avaient déjà été arrêtés entre septembre 2020 et la mi-janvier 2021 et sont détenus pour des charges similaires ou pour avoir « formé et préparé des personnes à la participation à des émeutes, ou pour avoir financé de telles actions » (art. 293.3 du code pénal). **Maria Rabkova** est désormais aussi accusée d'«incitation à l'hostilité ou à la discorde raciale, nationale, religieuse par un groupe de personnes ou causant par négligence la mort d'une personne ou d'autres graves conséquences » et de « participation à une organisation criminelle » (art. 130.3 et 285.2). Ces personnes risquent entre trois et douze ans de prison.

#### Les médias également visés

Le même 16 février, divers professionnels de l'Association biélorusse des journalistes ont également été perquisitionnés et/ou arrêtés, ainsi que l'attaché de presse de la « **Boris Zvozkov Belarusian Human Rights House** ».

#### Poursuivis pour leur engagement en faveur des droits humains et l'exercice du métier de journaliste

Toutes ces personnes sont harcelées, détenues et poursuivies par les autorités du Belarus uniquement à cause de leur engagement pacifique en faveur des droits humains et leur soutien aux manifestations anti gouvernementales, ainsi que pour avoir couvert ces événements dans les médias. L'ACAT, dans ses campagnes du 10 octobre 2018 et 2020 contre la peine de mort, avait soutenu l'ONG **Viasna** dans son combat et ses revendications.

(FIDH, OMCT ; Appel urgent européen commun proposé par l'ACAT Suisse)